

valent de ce qui avait été fait en Canada, où nos gouvernements de coalition représentent les deux écoles politiques. Ainsi, les hommes d'état habiles qui se réunirent à Québec, représentaient la population entière de ces provinces. On a fait cette objection : qu'il était impossible qu'une conférence ne siégeant que quelques jours pût rédiger une mesure qui fut de nature à être acceptée par nous. Mais, hon. messieurs, des hommes qui se mettent honnêtement à l'œuvre dans un certain but, peuvent faire beaucoup en très peu de temps. (Écoutez ! écoutez !) Et je crois que les messieurs présents à la conférence qui s'est tenue dans cette cité, étaient des hommes remplis d'intentions honnêtes et de bon vouloir, et déterminés à trouver une constitution qui servirait les plus chers intérêts de notre pays. Nous ne pouvons nous attendre à ce qu'elle soit infail-
lible, car l'homme ne fait rien qui le soit. Mais son caractère est tel que je ne crois pas que jamais l'occasion se présente une seconde fois pour nous, — si nous laissons échapper celle qui nous est ainsi donnée, — d'être saisis d'un document si propre sous tous rapports à nous faire atteindre le but qu'on se propose. Aucun gouvernement de parti, soit ici ou dans les provinces d'en-bas, ne saurait jamais produire une proposition qui soit ou devrait être aussi bienvenue du peuple entier. (Écoutez ! écoutez !) Je pense qu'il est injuste d'établir des comparaisons entre le Haut et le Bas-Canada d'un côté et les provinces d'en-bas de l'autre. Quand on prend des associés pour la vie on les prend avec ce qu'ils ont et on les fait partager dans toutes nos richesses matérielles, et je suis d'opinion qu'on devrait se laisser guider par le même principe en formant cette union avec les provinces d'en-bas. J'ai entendu avec surprise quelques-uns des arguments que les adversaires de la mesure ont apportés contre le projet. J'ai été certainement étonné de la conduite tenue l'autre jour par mon hon. ami de Niagara (M. CURRIE), lorsqu'il a essayé de faire du capital politique en disant que nos intérêts commerciaux et agricoles en Canada étaient très peu de chose, et qui, en parlant de notre marine et du nombre de vaisseaux employés dans notre commerce, s'est écrié : Oh ! cela ne se voit que sur le papier !

L'HON. M. CURRIE.—Je demandai pardon à mon hon. ami. Dans toutes les observations que j'ai pu faire, je n'ai certainement pas dit que nos intérêts commerciaux

ou agricoles fussent minimes. (Écoutez ! écoutez !)

L'HON. M. FERRIER.—Puisque mon hon. ami n'assure qu'il n'a pas dit une pareille chose, je dois accepter sa parole. J'ai supposé que l'impression qui m'était restée de la lecture de ses observations était juste, mais il faut que je me sois trompé. Cependant je dois dire que je considère qu'il (l'hon. M. CURRIE) a manqué de justice en se servant de journaux pour donner la lecture de tous les péchés supposés de ses propres amis, le parti avec lequel il marchait autrefois. Aujourd'hui que ces hon. messieurs en travaillant à faire passer ce projet d'union, se dévouent à ce que je considère être les meilleurs intérêts du pays, je crois réellement que mon hon. ami ferait mieux de leur donner son appui.

L'HON. M. CURRIE.—C'est-là une matière d'opinion.

L'HON. M. FERRIER.—Je donne mon opinion—rien de plus. Mais mon hon. ami a ensuite parlé du Grand-Tronc—cette corporation monstrueuse qui, à en juger d'après les remarques de mon hon. ami, a réellement semé la désolation dans tous les districts du Canada qu'il traverse. Pour ma part, je ne puis me rendre compte du dommage que le Grand-Tronc a fait au Canada. Treize millions de louis sterling ont été affectés à la construction du chemin de fer Grand-Tronc et du Pont Victoria, qui est une œuvre sans égale au monde. Le Canada a payé environ trois millions pour compléter ce chemin de fer,—environ un cinquième des seize millions qui ont été dépensés,—et c'est le meilleur marché qu'il ait jamais conclu. (Écoutez ! écoutez !) Nous recueillons les bénéfices de toute cette dépense. Si on s'est rendu coupable d'extravagance, les actionnaires anglais seuls en ont souffert. Nous n'avons contribué que la cinquième partie des fonds qu'ils ont avancés, et nous recueillons tous les bénéfices du chemin. Voilà, je pense, à quel point de vue on devrait considérer le Grand-Tronc par rapport au Canada. (Écoutez ! écoutez !) On a aussi fait allusion au chemin de fer intercolonial ; même aujourd'hui, ce chemin est devenu, je pense, une nécessité. Il aurait dû être construit il y a quelques années, et il l'aurait été, si l'incapacité politique du gouvernement d'alors n'en eût empêché l'établissement. (Écoutez ! écoutez !)

L'HON. M. CURRIE.—Mon hon. ami me permettra de lui rappeler que deux